

Communiqué de presse

Les mesures annoncées par Michel Barnier sont insuffisantes pour répondre à l'urgence du logement

La CGT exprime son inquiétude face aux annonces du Premier ministre, Michel Barnier, concernant le logement. Les propositions annoncées, lors de son discours du 1^{er} octobre, sont à la fois **risquées** et insuffisantes pour créer le choc d'offre tant attendu. En misant principalement sur l'accession à la propriété et l'assouplissement des contraintes environnementales, le gouvernement ne répond pas aux besoins urgents de logements accessibles pour la majorité des salariés. La CGT appelle à des actions plus ambitieuses, en particulier la construction de **500 000 logements par an**, dont la moitié en logements sociaux, pour garantir à tous un logement digne et abordable.

Le logement social ne doit pas être réservé aux plus pauvres

La CGT s'oppose fermement à l'idée que le logement social soit réduit à une simple « étape » dans le parcours résidentiel, exclusivement réservé aux plus démunis. Le logement social doit être accessible à tous, en particulier aux 70 % des salariés qui devraient pouvoir en bénéficier. Il doit également s'inscrire dans une logique de réindustrialisation, en étant adapté aux bassins d'emploi pour favoriser la mobilité et l'accès à l'emploi. Nous défendons une véritable mixité sociale, sans ghetto ni stigmatisation. Il est urgent de revenir sur les mesures qui asphyxient le logement social et de lui ouvrir de réelles perspectives de développement, pour répondre aux besoins de la population.

Risque d'endettement accru des ménages

En mettant l'accent sur l'accession à la propriété et en élargissant l'accès au Prêt à Taux Zéro (PTZ) à l'échelle nationale, le gouvernement expose les ménages les plus fragiles à un risque d'endettement accru. Dans un contexte de précarité économique et de hausse des taux d'intérêts, il est crucial de rappeler que les dépenses liées au logement ne devraient pas excéder 20 % du budget des ménages. Sans des garanties solides, ces initiatives risquent de transformer l'accession à la propriété en un véritable piège financier, en particulier avec des taux d'intérêts élevés et des assurances qui alourdissent le coût global pour les familles.

La CGT demande la mise en place de dispositifs renforcés pour sécuriser ces parcours, en garantissant des conditions d'emprunt et d'assurance accessibles, afin d'éviter tout surendettement. L'État doit veiller à ce que l'accès à la propriété demeure une réelle opportunité pour les ménages modestes, sans risque de déstabilisation financière, tout en poursuivant ses efforts pour développer des logements sociaux accessibles.

Une réponse inadéquate aux attentes environnementales

L'assouplissement de l'objectif ZAN (zéro artificialisation des sols), proposé par le Premier ministre, constitue une menace directe pour notre environnement. La CGT rappelle que la lutte contre l'artificialisation des sols est essentielle pour protéger notre biodiversité et limiter l'étalement urbain. En cherchant à relancer la construction sans tenir compte de ces enjeux, le gouvernement fait le choix de sacrifier la transition écologique, alors que des solutions existent pour développer des infrastructures durables et respectueuses de l'environnement.

Stop aux passoires thermiques : un budget pour la rénovation thermique des logements

Pour la CGT, le Projet de Loi de Finances (PLF) doit impérativement inclure un budget ambitieux pour la rénovation thermique des logements. Il est urgent de rénover les 7 millions de logements en France qui sont encore des passoires thermiques. Cette initiative est essentielle non seulement pour lutter contre la précarité énergétique mais aussi pour amorcer une véritable transition écologique durable. En investissant dans la rénovation thermique, nous permettons également de favoriser la sobriété énergétique et de réduire significativement la facture énergétique de nombreux foyers modestes, améliorant ainsi leur pouvoir d'achat.

Montreuil, le 9 octobre 2024